Conclusions

Troisième Commission d'Etude - 2016

Cette année, la Troisième Commission d'Etude, consacrée au droit pénal, a étudié le sujet de "La fixation de la peine". Elle avait décidé d'examiner de manière critique une des tâches les plus importantes et difficiles du juge, à savoir la fixation de la peine à une personne reconnue coupable.

Pour faciliter nos études et inspirer nos discussions, un questionnaire a été préparé et distribué aux associations membres de l'UIM. Le questionnaire demandait une description des différentes procédures et pratiques, notamment quant aux informations, critères et limites légales à prendre en considération quand le juge inflige une peine.

Nous avons reçu 31 réponses, qui étaient toutes assez détaillées. Ont répondu au questionnaire l'Allemagne, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Israël, l'Italie, le Japon, le Liechtenstein, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Serbie, la Slovaquie, la Suède, la Suisse, le Taiwan (ROC) et l'Uruguay.

Lors de nos réunions, nous avons discuté des similitudes et des différences dans les systèmes des pays représentés. Nous avons notamment étudié les aspects pris en considération par le juge pour arrêter la sanction, tels les circonstances, le dommage causé à la victime, le casier judiciaire du délinquant, son âge, sa santé, sa situation familiale/personnelle et la présentation d'excuses. Nous avons également discuté de la méthode utilisée par le juge pour fixer la sanction, à savoir la pondération des éléments pertinents et l'opportunité de consulter les collègues et de connaître les sanctions imposées dans des cas comparables. Nous avons ensuite discuté de la fixation de la peine dans des cas concrets, notamment dans le domaine du trafic de stupéfiants et de la pornographie impliquant des enfants. Nos débats étaient intenses et détaillés. Tous les délégués ont participé et ont décrit comment la peine serait déterminée dans de tels cas.

Notre travail nous a menés aux conclusions suivantes:

Dans chaque pays, il existe des lois pénales et dans chaque pays, il y a des personnes qui violent ces lois. C'est la tâche du juge de sanctionner les criminels. Cette tâche est difficile, et il est

juste qu'elle le soit. Si le sanctionnement d'êtres humains devenait facile, le juge ne satisferait pas aux exigences de son travail.

Dans la plupart des pays, les juges disposent d'une marge d'appréciation importante dans la fixation des sanctions. Le juge doit considérer la nature du crime et ses effets sur la victime et la société. En plus, le juge doit prendre en considération les caractéristiques personnelles de l'auteur.

La sanction imposée par le juge devrait tenir compte de la gravité de l'infraction, du besoin de promouvoir le respect de la loi, du besoin de protéger la victime et la société d'autres actes criminels, du but de dissuader d'autres personnes d'un comportement criminel similaire et de la possibilité de réinsertion du criminel.

Prendre en considération l'ensemble de ces aspects constitue l'objectif final des tribunaux de rendre la justice. Atteindre cet objectif est la tâche difficile et noble du juge.

Cela requiert que le juge obtienne le plus possible d'informations quant au crime, à la victime et à l'auteur. Parfois, il est difficile d'obtenir toute l'information nécessaire, mais le juge doit au moins essayer de le faire.

En imposant une sanction, le juge doit aussi se baser sur son expérience de la vie et sa sagacité. C'est là où l'exercice de la justice relève de l'art: en effet, il n'existe ni formation ni entraînement ni recette indiquant au juge la juste sanction. Le juge doit entrer en lui-même afin de rendre une décision pondérée et humaine. Jamais, une sanction ne devrait être plus sévère que nécessaire pour atteindre les besoins et buts susmentionnés.

Nous avons vu que même si les sanctions imposées varient entre les différents pays, les éléments pris en considération par les juges étaient très similaires.

Les membres de la Troisième Commission d'Etude étaient d'accord que les échanges qu'ils ont eus au sujet des critères précités et de la manière dont ils sont évalués dans les différents pays ont été utiles et enrichissants pour l'ensemble des participants.

A l'issue de nos travaux, nous avons procédé à l'élection des membres du comité. Tous les membres sortants du comité de la Troisième Commission d'Etude ont exprimé leur disponibilité de continuer leur mandat pour une autre période de deux ans. Comme il n'y avait pas d'autres candidatures, ont été réélus à l'unanimité pour deux ans: Charles R. Simpson III (Etats-Unis), président, Dieter Freiburghaus (Suisse), vice-président, et Lene Sigvardt (Danemark), vice-présidente.

Les membres de la Troisième Commission d'Etude se sont mis d'accord à l'unanimité qu'elle devrait continuer, en 2017, son étude de "la fixation de la peine - seconde partie".

Le travail étant très productif cette année, des études complémentaires semblent nécessaires. En 2017, nous nous concentrerons sur la question de la fixation de la peine dans des cas de détournement et de la possession illégale d'armes. Nous étudierons également en détail le rôle de la victime, en particulier les questions de savoir si la victime peut participer au procès et si elle peut ou doit obtenir un dédommagement. Enfin, nous étudierons les peines-plancher et leur effet sur la marge d'appréciation du juge. Un autre aspect de la fixation de la peine qui sera discuté en 2017 est la liquidation de procédures pénales par des ordonnances pénales.

Avec l'expression de notre considération distinguée,

pour la Troisième Commission d'Etude

Charles R. Simpson III, Président^[1]_{SEP}

Mexico City, le 21 octobre 2016